



**HAL**  
open science

## Clubs d'écoute radiophonique

Idé Hamani

► **To cite this version:**

Idé Hamani. Clubs d'écoute radiophonique. Publicationnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics., 2022, pp.[En ligne]. hal-03652797

**HAL Id: hal-03652797**

**<https://hal.univ-lorraine.fr/hal-03652797>**

Submitted on 27 Apr 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

# Publictionnaire

*Dictionnaire encyclopédique et critique des Publics*

## Clubs d'écoute radiophonique

**Idé Hamani**

Référence électronique

Idé Hamani, Clubs d'écoute radiophonique. *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Mis en ligne le 08 mars 2022. Accès : <http://publictionnaire.humanum.fr/notice/les-clubs-decoute-radiophonique/>

*Le Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics* est un dictionnaire collaboratif en ligne sous la responsabilité du Centre de recherche sur les médiations (Crem, Université de Lorraine) ayant pour ambition de clarifier la terminologie et le profit heuristique des concepts relatifs à la notion de public et aux méthodes d'analyse des publics pour en proposer une cartographie critique et encyclopédique.

Accès : <http://publictionnaire.humanum.fr>

Cette notice est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification 3.0 France. Pour voir une copie de cette licence, visitez <http://creativecommons.org/licenses/by-ncnd/3.0/fr/> ou écrivez à Creative Commons, PO Box 1866, Mountain View, CA 94042, USA.



# Clubs d'écoute radiophonique

---

## Expériences des publics ruraux et dynamique féminine au Niger

Les études consacrées aux médias en Afrique subsaharienne considèrent la radio comme le média le plus susceptible d'atteindre des publics plus nombreux et diversifiés (Tudesq, 2002). Son dispositif d'information et de communication est le plus accessible en termes économiques et linguistiques : il semble adapté aux réalités des populations notamment rurales qui n'ont pas accès aux réseaux électriques ni aux autres médias d'information (Capitant, 2008). La réception et l'activité des publics ruraux seront abordées sous l'angle de la pratique radiophonique des clubs d'écoute apparus dès les années 1960 au Niger. Les radios communautaires réactivent ces pratiques et jouent un rôle prépondérant dans l'inclusion des femmes.

Au Niger, la première station nationale (*Radio Niger*) est créée le 18 octobre 1958. Deux ans plus tard, le pays accède à l'indépendance politique. À la suite d'un coup d'État militaire intervenu le 15 avril 1974, *Radio Niger* change de nom et devient la *Voix du Sahel*. À la fin des années 1990, les radios communautaires apparaissent en raison de la démocratisation politique du pays et de la libéralisation des médias. Une radio communautaire est une radio « à but non lucratif qui offre un service à la communauté qui l'a créée ou à laquelle elle s'adresse, tout en favorisant l'expression et la participation de celle-ci » (Deleu, 2006 : 69). Pour le cas du Niger, elles ont pour objectif de donner aux ruraux un espace médiatique de débat. Dans cet esprit, une autre pratique radiophonique bien antérieure doit être prise en compte : celle des radio-clubs. Un radio-club/club d'écoute radiophonique rassemble des personnes qui, le plus souvent, enregistrent et/ou suivent des programmes radiophoniques. Il peut être créé dans le cadre d'un projet politique, en particulier d'éducation populaire (Damome, 2015 : 232) ou par des citoyens. La radio permet à la communauté de comprendre les enjeux du développement et de prendre conscience de son existence (Balle, 2017 : 28). L'accès des communautés au dialogue et au débat par la radio peut contribuer à la réduction de leur situation de pauvreté (Jallov, 2015 : 68) parce-que, au-delà de l'information, les échanges radiophoniques stimulent l'esprit d'initiative et encouragent à l'action. Cela est par exemple semblable au désir des communautés en Amérique du Sud de disposer de leur propre radio afin de s'émanciper (Colombie, Bolivie ou Brésil ; Ramiro Beltran, 2006 : 233). Dans quelle posture se situent alors les pays d'Afrique ?

## L'aventure des premiers radio-clubs

En Afrique, la première expérimentation d'écoute collective communautaire « *The cocoa family* » (La famille cacao) a été réalisée en 1956 au Ghana. Le programme diffusé pendant deux ans une fois par semaine visait les populations rurales (Institut Panos, 1993 : 88). En 1958, la société de radiodiffusion de la France d'Outre-Mer (Sorafom) conduit des expériences similaires au Tchad (Damome, 2015 : 237). Le projet Rural Radio Forum (accompagné par l'Unesco) développé ensuite au Ghana avait le double objectif de :

- stimuler la réflexion des agriculteurs afin qu'ils trouvent des solutions pour améliorer leurs conditions de vie (objectif économique) ;

- et réfléchir ensemble au devenir de leur communauté (objectif social ; Institut Panos, 1993 : 88-89).

Le Niger est considéré comme le premier pays en Afrique à créer les conditions « durables » d'une interaction entre la radio et ses auditeurs avec la mise en place, dès 1962, d'une association de clubs d'écoute (Tudesq, 2002 : 77) qui réunit les auditeurs « en groupes d'écoute communautaire » (Damome, 2017 : 125). L'association des radio-clubs du Niger, créée le 2 juillet 1962 est structurée de telle sorte que les animateurs bénéficient d'une formation leur permettant d'encadrer les débats. L'initiative vient d'un jeune journaliste français, Guy Robert, affecté au Niger en 1961 dans le cadre d'une coopération radiophonique développée par la Sorafom pour accompagner les stations nouvellement installées dans les anciennes colonies françaises d'Afrique (Damome, 2015). G. Robert met en place une tribune radiophonique permettant à des groupes d'auditeurs d'ouvrir des discussions après avoir suivi une émission enregistrée et diffusée sur les antennes de *Radio Niger*. Pour animer les séances d'écoute à partir de novembre 1962, une vingtaine de personnes sont recrutées (Robert, 2007 : 98). De quatorze radio-clubs au départ, le réseau s'élargit progressivement et atteint le nombre de soixante-dix (*ibid.* : 99). En effet, la diffusion des émissions en langues zarma et hausa suscite la création spontanée de clubs d'écoute qui enregistrent et envoient leurs discussions aux responsables de *Radio Niger* pour diffusion à l'antenne (Institut Panos, 1993 : 106). Ainsi les auditeurs deviennent-ils coproducteurs d'émissions et porte-parole des autres usagers de la station.

Les radio-clubs symbolisent la libération de la parole publique. Tout le monde peut y prendre part, sans distinction d'âge, de sexe, ni de classe sociale. Les animateurs incitent les auditeurs à sortir de leur réserve. G. Robert rapporte l'expérience d'une femme qui assistait aux réunions d'un club d'auditeurs de la région de Tahoua : « J'ai été la première femme de Tahoua à venir au radio-club. La première fois, j'ai été gênée pour parler. [...] Maintenant, sans même qu'on me pousse, je demande moi-même la parole » (*ibid.* : 110). Le caractère mobilisateur des radio-clubs conduit le pouvoir politique à les utiliser pour faire passer ses messages en détournant ainsi le dispositif de ses objectifs premiers. Cela conduit alors au désintérêt des populations pour les radio-clubs et entraîne leur disparition entre 1988 et 1990 (Institut Panos, 1993 : 107). L'écoute en groupe se poursuit, mais de manière informelle, en familles, entre amis et/ou collègues de travail.

### **L'essor des radios communautaires rurales**

Les années 1990 voient la création des radios communautaires pour permettre aux populations rurales d'avoir accès à l'information, et de disposer de leur propre espace médiatique de communication, permettant de stimuler ou renouveler la participation des publics.

Djilali Benamrane, expert du Programme des Nations-Unies pour le développement (Pnud) est le fondateur des premières radios communautaires du Niger (Hamani, 2021 : 208). Il s'inspire d'expériences conduites au Canada avec des initiatives de « tribune nationale de la radio rurale » (*ibid.* : 106). L'équipement technique est constitué d'une valise émettrice portative qui fonctionne à l'aide de panneaux solaires. Grâce à ce dispositif, *Radio Gomni-alther*, est fondée en 1999 à Bankilaré dans la région de Tillabéri.



Club d'écoute des jeunes filles de Filingué (Tillabéri) et séance de tissage de masques anti-covid. Source : Projet Dimitra-FAO. Photographie fournie gracieusement par A. Abdoulaye.

D. Benamrane explique que ce sont les femmes du village, réunies dans un collectif, qui ont demandé la création de la radio car Bankilaré était l'un des rares villages au Niger qui n'avait pas accès à la radio nationale (*Voix du Sahel*). L'installation de la station communautaire a été conditionnée par la mise en place d'une stratégie d'autogestion à la charge du collectif. Le nombre des premiers animateurs (12 personnes) était paritaire. Cela marque une différence entre le traditionnel arbre à palabres (lieu public de prise de décisions au village), qui faisait peu de place aux femmes et la radio (Damome, 2015 : 235). Les femmes se regroupent autour d'un poste à manivelle fourni par le Pnud pour écouter leur radio à laquelle elles sont désormais attachées (Glevarec, 2017). L'écoute collective constitue ainsi l'utilisation principale et prioritaire de la station.



Club d'écoute des femmes du village de N'gortogol (Diffa) et séance de tissage de masques anti-covid. Source : Projet Dimitra-FAO. Photographie fournie gracieusement par A. Abdoulaye.

*Jeunesse FM* de Goudel par exemple (créée en 2000), a mis en place un club d'écoute reconnu par les autorités communales qui apportent souvent des suggestions, notamment sur le contenu de la grille des programmes. Le directeur de la station, Aboubacar Mounkaila, explique que l'élaboration de la grille se fait en présence des membres fidèles du club (Hamani, 2021). *Jeunesse FM* leur propose une émission intitulée *Radio club* qui a lieu tous les mercredis à 20 h. Parfois les auditeurs se cotisent pour soutenir la station. *Radio Baarou* fondée en 2007 à Ouallam (Tillabéri) propose des émissions telles que *Bonsoir aux grands auditeurs* (jeudi 16h35) et *Bonsoir les fadas* (samedi 16h35), également destinées aux clubs d'écoute. Les auditeurs appellent la radio pour saluer leurs proches, faire entendre leurs voix, par exemple au cours d'une émission interactive consacrée à l'extrémisme violent sur *Radio Baarou* (2017), un auditeur formule une demande à l'animateur : « Illiassou, je voudrais te demander un service. Avant de clore cette émission il faut mettre *Le labour de la terre* [chanson traditionnelle dédiée aux braves paysans]. Cela me reconforte beaucoup ». Cette demande témoigne de la richesse des rapports que les agriculteurs entretiennent avec la radio ainsi que de son impact positif sur leur bien-être social (Szendy, 2001).

L'attachement à la radio peut être lié à son écoute au travail comme en témoigne Zakari, agriculteur de Boubon (Tillabéri) : « Nous écoutons tout le temps la radio aux champs. On ne peut pas passer une journée entière sans savoir ce qui se passe dans son pays. [...] Par jour j'écoute entre six et sept stations. Nous déplaçons le poste radio au fur et à mesure que nous avançons. Cela nous permet de suivre l'actualité sans ralentir le travail » (Hamani, 2021 : 266). L'intérêt manifesté pour les émissions d'informations va à l'encontre de la représentation selon laquelle les ruraux ne s'intéressent pas à la politique du fait de leur absence de scolarisation et de la distance qui les sépare des grands centres urbains. En dehors des informations, la musique et les émissions interactives plaisent aux ruraux comme le

montrent les propos de Zoubeïrou : « c'est les dédicaces, la boîte aux questions et la musique qui nous intéressent à la radio. Elles nous donnent de la force pendant que nous travaillons surtout lorsque le soleil commence à taper fort [rires] » (*ibid.*).

Certains programmes sont communs à la *Voix du Sahel* et aux radios communautaires avec un horaire de diffusion différent. Les stations communautaires telles que *Radio Albanna*, station préférée de Zoubeïrou, présentent *La boîte aux questions* au cours de la journée alors que la radio nationale publique le diffuse le mercredi soir après 21 h. En soirée, c'est en famille que les agriculteurs peuvent écouter cette émission et d'autres programmes que propose la *Voix du Sahel* pour se divertir : à la différence de la télévision, on peut trouver un poste de radio dans la plupart des foyers. Pendant la période de retour au pays (mai-juin) des travailleurs migrants (*yamayze* en zarma) en provenance des pays côtiers de la sous-région (Nigeria, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo), rapportent parfois de gros transistors – pour leur qualité sonore mais aussi pour parader – ainsi que les cassettes d'artistes à succès qui sont difficiles à trouver au village. C'est autour de ces travailleurs saisonniers que l'on se retrouve pour un moment de convivialité. Ainsi la radio publique, les stations communautaires et le radio-cassette sont-ils les principaux moyens d'information et de distraction des ruraux.

### **Une nouvelle génération de clubs d'écoute : redynamiser l'écoute collective**

Depuis l'introduction des radios communautaires à la fin des années 1990, on constate un regain d'intérêt pour les clubs d'écoute, créés cette fois à l'initiative des populations rurales elles-mêmes.

Le cahier des charges des stations communautaires, généralement centrés sur la sensibilisation à l'éducation et au développement socio-économique, les engage à faire participer les ruraux à la production de programmes dans les domaines agricole, pastoral, sanitaire, mais aussi social et culturel. Ce faisant, elles s'adaptent au mode de vie des populations locales auxquelles elles s'adressent (Lefebvre, Poulain, 2021). Les animateurs s'expriment dans les langues comprises par les auditeurs dont ils partagent les réalités sociales. Lorsque la diffusion se fait en français – assez rarement –, une partie des auditeurs ne comprend pas la langue ; mais au sein de la catégorie des auditeurs ruraux on trouve parfois d'anciens élèves et des travailleurs saisonniers à qui, la scolarisation et l'expérience de voyage, permettent de comprendre le français ou d'autres langues parlées à la radio. Souvent, c'est autour de ces derniers qu'une écoute collective s'organise afin qu'ils servent de traducteurs. Ainsi les écoutes communautaires participent-elles à la construction des liens entre la radio et ses publics.

Avec l'introduction des clubs d'écoute Dimitra-FAO en 2006 au Niger, les communautés rurales découvrent une nouvelle approche. Il s'agit de participer réellement aux réflexions et à la production de contenus radiophoniques leur permettant de trouver des solutions adaptées à leurs difficultés quotidiennes. Ces nouveaux clubs d'écoute peuvent être considérés comme un dispositif qui facilite la libération de la parole des « sans voix » – notamment les femmes – (Payet, Giuliani, Laforgue, 2008), dans les pays en voie de développement comme le Niger. Dimitra ou *Déméter* en grec ancien dérive de *dâ m?têr* [??????] « terre-mère ». Dans la mythologie grecque, Déméter désigne la déesse de la terre fertile et des moissons. C'est un

projet d'information et de communication participative créée par la Food and Agriculture Organization of United Nation (FAO) depuis 1998 et contribuant à améliorer la visibilité des populations rurales, notamment des femmes (Damome, 2015 : 240).

Les clubs d'écoute communautaire Dimitra et les radios-clubs initiés par G. Robert dans les années 1960 n'ont ni les mêmes stratégies de fonctionnement ni les mêmes objectifs. Leur point commun, outre la visée de sensibilisation au développement, est l'accès participatif des communautés à l'information et à leur prise de parole publique médiatique. Mais, à l'inverse de G. Robert qui proposait une formation sélective des animateurs, les responsables des clubs Dimitra dispensent une formation à tous les membres du club du village, ce qui permet à ces derniers d'être autonomes pour faire fonctionner les clubs de manière durable. Le projet a été initié en 2003 en République démocratique du Congo (RDC) où Dimitra-FAO et Samwaki (ONG locale) avaient décidé de conjuguer leurs efforts pour soutenir des femmes victimes de la guerre (Lefebvre, Poulain, 2021 : 152), en lien avec le projet *Femme et développement*. Un espace de débat était également proposé aux femmes, lieu où elles pouvaient raconter leurs histoires de vie. Ces clubs d'écoute ont utilisé des radios communautaires en RDC – notamment *Radio Maendeleo* de Bukavu –, afin de se faire entendre par d'autres victimes et de trouver ensemble des solutions.

En juin 2005 que l'ONG *VIE Kande Ni Bayra*, fondée au Niger par Ali Abdoulaye (consultant international à la FAO pour l'Afrique de l'Ouest), prend connaissance de la dynamique des clubs d'écoute en RDC et l'adapte au contexte nigérien : « Au même titre que le Congo où c'est la guerre avec des violences physiques, chez nous aussi la pauvreté est une violence. Donc on va demander aux gens de discuter de comment ils vivent et de comment ils peuvent s'en sortir » (entretien avec A. Abdoulaye, 9 févr. 2022).

C'est au Niger qu'on doit l'expertise du modèle actuel des clubs Dimitra qui se sont généralisés à travers le pays à partir de 2006 avant de s'exporter dans d'autres pays africains. En 2011, le Niger comptait 398 clubs d'écoute (Damome, 2015 : 241), et Aujourd'hui il en compte plus de 4 000 avec plus de 100 000 membres actifs répartis sur six régions (Tillabéri, Dosso, Maradi, Zinder, Tahoua et Diffa), loin devant le Mali (800), le Sénégal (600) ou le Burkina Faso (100).

Le principe de fonctionnement consiste à demander à tout le village, femmes et hommes, de se réunir et de choisir un sujet en rapport avec leurs difficultés, après inscription dans un club de 25 à 30 personnes maximum pour faciliter une libre expression. Ensuite, chaque club identifie les problèmes les plus aigus que les participants ont la conviction d'être en mesure de résoudre si tout le village se met ensemble. Parmi les critères à respecter, personne ne doit réfléchir à la place de l'autre : par exemple, un homme ne peut pas présenter des problèmes concernant les femmes.

C'est après avoir résolu le problème en assemblée villageoise qu'on appelle la radio communautaire pour enregistrer des témoignages sur les stratégies adoptées et présenter le résultat final : « La radio communautaire organise l'émission [enregistrée] dans le village avec les villageois et avec la voix des villageois » (entretien avec A. Abdoulaye, 9 févr. 2022). Un village peut avoir jusqu'à sept clubs dont chacun dispose de deux dirigeants qui font la présentation des activités et répondent aux questions de l'animateur comme dans les extraits vidéo ci-dessous en langue hausa. L'émission dans laquelle les deux extraits sont prélevés a été enregistrée à Farewa le 13 février 2022 par Radio Manbio de Kabléwa (Diffa).

L'animateur Abdoukader Maggass demande aux représentants des clubs de se présenter avant d'expliquer le progrès que le club Dimitra apporte dans leur village. Il faut noter que plusieurs communautés ethnolinguistiques cohabitent dans ce village et que cela entraîne souvent des conflits. En effet, on y trouve des kanuri, des peuls, des hausa, des buduma, des arabes, des tubu, bref le Niger en miniature. La création des clubs d'écoute contribue à restaurer le dialogue social dans le village comme en témoignent Kaka Malam Madou et Abdoulaye Mai Boucar :

[http://publictionnaire.huma-num.fr/wp-content/uploads/2022/03/Extrait-video-1\\_Kaka-Malam-Madou\\_2022-02-13.mp4](http://publictionnaire.huma-num.fr/wp-content/uploads/2022/03/Extrait-video-1_Kaka-Malam-Madou_2022-02-13.mp4)

**Extrait vidéo 1** : Source : Projet Dimitra-FAO. Radio Manbio de Kabléwa (Diffa) du 13 févr. 2022. Extrait fourni gracieusement par A. Abdoulaye.

« Je m'appelle Kaka Malam Madou. Avec le club nous arrivons à échanger entre nous, hommes et femmes, pour savoir les dispositions à prendre lorsqu'un couple est en conflit. Les solutions proposées sont généralement acceptées, ce qui n'était pas le cas avant. » (Témoignage de Kaka Malam Madou, leader d'un club d'écoute des femmes du village de Farewa. Traduit et transcrit par I. Hamani)

[http://publictionnaire.huma-num.fr/wp-content/uploads/2022/03/Extrait-video-2\\_Abdoulaye-Mai-Boucar\\_2022-02-13.mp4](http://publictionnaire.huma-num.fr/wp-content/uploads/2022/03/Extrait-video-2_Abdoulaye-Mai-Boucar_2022-02-13.mp4)

**Extrait vidéo 2 ici** : Source : Projet Dimitra-FAO. Radio Manbio de Kabléwa (Diffa) du 13 févr. 2022. Extrait fourni gracieusement par A. Abdoulaye.

« Nous avons six clubs Dimitra répartis comme suit : un club des jeunes garçons, un club des hommes plus âgés, un club des femmes plus âgées, un club des jeunes filles, un club des femmes célibataires [il ne cite pas le sixième]. L'objectif de ces clubs est d'échanger sur les différents problèmes que nous rencontrons afin d'y apporter des solutions. Voilà. À ce jour on a pu résoudre certains de nos problèmes. » (Témoignage d'Abdoulaye Mai Boucar, leader d'un club d'écoute des hommes du village de Farewa. Traduit et transcrit par I. Hamani)

Il faut préciser que le projet Dimitra-FAO a distribué des postes transistors solaires à manivelle dans les villages, ainsi que des téléphones connectés aux radios communautaires afin de les exonérer des frais de crédits d'appel.





Distribution de postes solaires à N’Gortogol (Diffa). Source : Projet Dimitra-FAO. Photographies fournies par A. Abdoulaye.

Le jour de la diffusion de l’émission, les clubs d’écoute appellent directement la station pour poser des questions au village qui propose des activités. L’animateur qui distribue la parole demande aux représentants des clubs du village de répondre par le biais du téléphone club. Au fil du temps, les animateurs ont développé une astuce pour élargir leur rayon de couverture (généralement limité à 40 ou 50 km à la ronde). Lorsqu’une radio diffuse une émission qui intéresse des clubs qui ne sont pas dans sa zone, une autre radio du réseau prend le relai par le biais d’une conférence téléphonique (les téléphones clubs sont équipés pour se mettre en conférence). Cela permet aux publics de toutes les zones d’émettre des appels pour participer au forum radiophonique (Deleu, 2006).

Les témoignages de Moctare et de Mariama ci-dessous, montrent l’apport des émissions des clubs Dimitra-FAO en termes de sensibilisation notamment sur le mariage des jeunes filles et la lutte contre le paludisme.

**Témoignage – Moctare,  
ONG VIE, Région de Téra**

«La dernière émission que j’ai écoutée évoquait un cas concret dans un village où une jeune fille de 11 ans allait être donnée en mariage alors qu’elle allait toujours à l’école. Il y eut une intervention pour faire comprendre aux parents, surtout au père qui avait pris la décision, qu’il est plus intéressant de laisser l’enfant poursuivre ses études. Les villageois ont aussi contacté les autorités communales pour qu’elles donnent leur point de vue. Le maire du village a dit à la radio que si le père continuait dans son intention de donner sa fille en mariage malgré son jeune âge, il serait mis en prison.

Les autres villages ont réagi en racontant leurs expériences mais ils parlaient de situations qui étaient déjà passées. Dans ce cas présent, il y avait un apprentissage de quelque chose qui se déroulait à l’instant et sur lequel les femmes leaders des clubs d’écoute et la radio ont eu une influence ».

**Témoignage – Mariama Hassane,  
du Club d’écoute de Fogou**

«Notre dernier sujet? Avant-hier, nous avons causé sur le paludisme et tout ce qui le concerne.

Pour contrecarrer la maladie, nous devons assainir nos lieux de résidence. On nous a demandé de désherber tout autour de notre maison car c’est dans ces herbes que le moustique pond ses œufs. Il faut aussi retirer les petits récipients, les boîtes de conserve, les flaques d’eau près de la case car ce sont des gîtes pour les moustiques. Des lieux de ponte.

Le soir, nous devons prendre nos précautions dès le coucher de soleil en utilisant nos moustiquaires, même pour la causerie.

Nous avons appris quels sont les signes permettant d’identifier la maladie et dès que nous pensons qu’une personne en souffre, il est urgent de la conduire au dispensaire. Voilà.»

Captures d’écrans des témoignage de Moctare, membre de l’ONG VIE Kande Ni Bayra et Mariama membre du club d’écoute des femmes de Fogou (Tillabéri). Source : [Food and Agriculture Organization of United Nation](http://www.fao.org).

Enfin, il faut noter que dans chaque commune, les clubs d’écoute se sont organisés en réseaux avec un bureau de cinq personnes, systématiquement présidé par une femme : le dispositif FAO-Dimitra suppose qu’en voyant les femmes en action les hommes découvriront leurs compétences. Étant donné qu’elles discutent entre elles avant de venir rendre compte en assemblée villageoise, les femmes ont développé leur confiance en elles, leurs « capacités d’expression, de prise de parole et d’argumentation » (entretien avec A. Abdoulaye, 9 févr.

2022) Avec ces nouvelles responsabilités, les femmes voyagent dans tous les villages pour sensibiliser les autres femmes à s'engager notamment dans la gestion des collectivités locales. Cela peut leur permettre de connaître et faire valoir leurs droits : « Beaucoup de femmes sont en train de récupérer leurs héritages de champs que les hommes ne leur donnaient pas auparavant. Les clubs d'écoute ont réussi à déboulonner les pratiques ancestrales » (entretien avec A. Abdoulaye, 9 févr. 2022).

Les autorités politiques reconnaissent l'efficacité de la sensibilisation par le biais de la radio : la Haute autorité à la consolidation de la paix au Niger recommande à tous les villages de disposer de clubs d'écoute afin de bénéficier de leurs actions. Par leur modèle de clubs d'écoute, les radios communautaires rurales participent donc à l'élargissement de l'espace démocratique, à la consolidation des acquis (Rosanvallon, 2008) et aux renforcements des liens sociaux (Damome, 2014). Pour poursuivre cette mission, elles doivent être attentives à leurs publics afin que ces derniers soient intéressés par ce qu'elles leur proposent (Tudesq, 2002).

---

## Bibliographie

Balle F., 2017, *Les Médias*, Paris, Presses universitaires de France.

Capitant, S., 2008, « La radio en Afrique de l'Ouest, un "média carrefour" sous-estimé ? L'exemple du Burkina Faso », *Réseaux. Communication, technologie, société*, 150 (4), pp. 189-217. Accès : <https://www.cairn.info/revue-reseaux1-2008-4-page-189.htm>.

Damome É., 2014, *Radios et religions en Afrique Subsaharienne. Dynamisme, concurrence et action sociale*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux.

Damome É., 2015, « Pratiques radiophoniques et dynamiques communautaires des jeunes à l'ère du numérique », *Réseaux. Communication, technologie, société*, 194 (6), pp. 229-263. Accès : <https://www.cairn.info/revue-reseaux-2015-6-page-229.htm>.

Damome É., 2017, *La Radio en partage. Contribution à la compréhension des processus de construction communautaire autour des médias. Exemple des communautés radiophoniques en Afrique Subsaharienne*, Habilitation à diriger les recherches en sciences de l'information et de la communication, Université Bordeaux Montaigne.

Deleu C., 2006, *Les Anonymes à la radio : usages, fonctions et portée de leur parole*, Bruxelles, De Boeck.

Glevarec H., 2017, « *Ma radio* ». *Attachement et engagement*, Bry-sur-Marne, Éd. de l'Institut national de l'audiovisuel.

Hamani I., 2021, *La Radio en Afrique : discours, langues et contextes de diffusion. Le cas du Niger*, thèse de doctorat en sciences du langage, Université de Bourgogne Franche-Comté.

Institut Panos, 1993, *Le Pluralisme radiophonique en Afrique de l'Ouest*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Jallov B., 2015, « Quand des voix construisent la communauté : radios communautaires et empowerment », pp. 61-79, in : Frère M.-S., dir., *Médias d'Afrique, vingt-cinq années de pluralisme de l'information (1990-2015)*, Paris, Éd. Karthala.

Lefebvre T., Poulain S., 2021, *Les Radios locales : histoires, territoires et réseaux*, Paris, Éd.

L'Harmattan/Éd. de l'Institut national de l'audiovisuel.

Payet, J.-P., Giuliani F., Laforgue D., dirs, 2008, *La Voix des acteurs faibles. De l'indignité à la reconnaissance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Ramiro Beltran L., 2006, « Les communications communautaires pour l'éducation populaire en Amérique Latine (1950-2000), pp. 91-103, in : Lafrance J.-P, Laulan A.-M., Rico de Sotelo C., dirs, *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Montréal, Presses de l'université du Québec.

Robert G., 2007, *Le Vent qui souffle dans la boîte. De la coopération radiophonique aux coulisses de RFI*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Rosanvallon P., 2008, *La Légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Éd. Le Seuil.

Szendy P., 2001, *Écoute. Une histoire de nos oreilles*, Paris, Éd. de Minuit.

Tudesq A.-J., 2002, *L'Afrique parle, l'Afrique écoute : les radios en Afrique subsaharienne*, Paris, Éd. Karthala.